

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/M/2

25 septembre 1995

(95-2803)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 13 JUIN 1995

Président: M. Ole Lundby (Norvège)

1. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires ("le Comité") a tenu une réunion ordinaire le 13 juin 1995.

2. Le Comité a adopté l'ordre du jour ci-après:

	<u>Page</u>
A. Observateurs: organisations internationales	2
B. Election du Vice-Président	2
C. Règlement intérieur	2
D. Programmes de subventions existants qui sont incompatibles avec l'Accord (G/SCM/N/2 et addenda)	2
E. Notifications de pays en voie de transformation (article 29.2 et 29.3)	3
F. Notifications de législations (G/SCM/N/1 et WTO/AIR/78)	3
G. Mode de présentation des rapports semestriels sur les décisions prises en matière de droits compensateurs (G/SCM/W/1)	4
H. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de droits compensateurs (G/SCM/N/4 et addenda)	5
I. Lignes directrices concernant les rapports sur les décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs (G/SCM/W/1)	5
J. Décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs (G/SCM/N/5)	6
K. Notifications de subventions (G/SCM/N/3 et addenda)	6
L. Procédures d'arbitrage (G/SCM/W/5)	6
M. Groupe de travail des notifications relatives aux subventions	9

	<u>Page</u>
N. Groupe d'experts permanent (article 24.3)	10
O. Arrangement concernant le calcul des subventions au titre de l'annexe IV	11
P. Proposition de mise en distribution générale des notifications	12
Q. Date de la réunion ordinaire suivante	12
A. <u>Observateurs: organisations internationales</u>	
<p>3. Le <u>Président</u> a rappelé que le Conseil du commerce des marchandises avait décidé qu'en attendant l'adoption des critères et conditions régissant le statut d'observateur des organisations internationales auprès de l'OMC, chaque organe subsidiaire déciderait des organisations intergouvernementales qu'il inviterait à assister à ses réunions. A la suite de consultations, et comme aucune délégation n'avait élevé d'objection, le Président avait invité le FMI, l'OCDE, la CNUCED et la Banque mondiale à participer à la présente réunion. Le Président a proposé que le Comité continue à appliquer ce principe en attendant que les critères régissant le statut d'observateur des organisations internationales soient établis, et qu'il revienne sur la question à ce moment-là.</p>	
4. Le Comité en <u>a ainsi décidé</u> .	
B. <u>Election du Vice-Président</u>	
5. Le Comité <u>a élu</u> M. Victor do Prado (Brésil) Vice-Président.	
C. <u>Règlement intérieur</u>	
<p>6. Le <u>Président</u> a noté que le Conseil général n'avait pas encore approuvé le règlement intérieur du Conseil du commerce des marchandises. Il a proposé que le Comité l'autorise à poursuivre, si nécessaire, les consultations informelles, sur la question du règlement intérieur du présent Comité, en vue de présenter un projet de règlement au Comité pour qu'il l'adopte en temps opportun. Il a proposé que, dans l'intervalle, le Comité continue à observer les pratiques du Comité des subventions et mesures compensatoires du Tokyo Round.</p>	
7. Le Comité en <u>a ainsi décidé</u> .	
D. <u>Programmes de subventions existants qui sont incompatibles avec l'Accord</u> (G/SCM/N/2 et addenda)	
<p>8. Le <u>Président</u> a rappelé qu'une demande de notifications conformément à l'article 28.1 de l'Accord avait été distribuée aux Membres du Comité sous la cote G/SCM/N/2 et Corr. 1. Le Chili, la Malaisie et l'Afrique du Sud avaient notifié des programmes au titre de cette disposition. Le Canada et le Honduras avaient fait savoir qu'ils n'appliquaient pas de tels programmes. Le Comité avait également reçu une notification de Singapour au titre de l'article 27, distribuée sous la cote G/SCM/N/6.</p>	
<p>9. Le représentant de l'<u>UE</u> a félicité Singapour pour avoir notifié ses programmes de subventions. Toutefois, l'UE réservait sa position quant à la pertinence de la notification au titre de l'article 27 de</p>	

l'Accord, et considérait que ces notifications avaient été présentées au titre de la disposition normale en matière de notification contenue à l'article 28.

10. Le représentant des Etats-Unis a également remercié Singapour d'avoir communiqué des renseignements concernant ceux de ses programmes qui sont incompatibles avec l'Accord. Toutefois, il a déclaré que l'historique des négociations du Cycle d'Uruguay montrait que son pays considérait que Singapour n'était pas en droit de bénéficier d'un traitement spécial et différencié au titre de l'article 27 de l'Accord sur les subventions. Par conséquent, les Etats-Unis considéreraient que Singapour n'était pas en droit de bénéficier d'un tel traitement dans l'éventualité d'une procédure en matière de droits compensateurs visant des produits de Singapour, et réservaient leurs droits au titre de l'Accord concernant d'autres questions de nature, entre autres, à entraîner l'engagement d'éventuelles procédures de règlement des différends conformément aux articles 4 et 7 de l'Accord.

11. La représentante de Singapour a déclaré que son gouvernement avait présenté cette notification au Comité afin de rendre certaines mesures transparentes. Elle ne s'était pas attendue à ce que la question du statut de pays en développement de Singapour soit abordée au Comité, qui n'était pas l'instance appropriée pour en débattre. De toute façon, Singapour avait participé aux négociations du Cycle d'Uruguay en temps que pays en développement, et conservait ce statut. Aucun Membre n'avait le droit de déposséder un autre Membre de son statut de pays en développement.

12. Le Comité a pris note des déclarations.

E. Notifications de pays en voie de transformation (article 29.2 et 29.3)

13. Le Président a rappelé que les Membres dont le régime est en voie de transformation en une économie de marché qui demandaient qu'une période de transition leur soit accordée pour les programmes de subventions relevant de l'article 3 devaient notifier lesdits programmes au Comité aussitôt que possible après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Le Comité avait autorisé le Président à procéder à des consultations informelles afin de déterminer, à titre indicatif, la date à laquelle ces notifications devraient être présentées. Le Président proposait que le Comité convienne, à titre indicatif, de la date du 30 juin pour la présentation de ces notifications. Cette date ne constituerait en aucun cas une interprétation juridique de l'expression "aussitôt que possible" sur le sens de laquelle l'intervenant ne proposait pas que le Comité donne un avis, explicite ou implicite.

14. Le Comité en a ainsi décidé.

F. Notifications de législations (G/SCM/N/1 et WTO/AIR/78)

15. Le Président a déclaré qu'à ce jour, seuls 43 pays, sur les 97 Membres et 22 pays ayant qualité pour devenir Membres originels de l'OMC, avaient notifié le texte de leurs lois et réglementations ou avaient indiqué pourquoi une telle notification n'avait pas encore été présentée. En raison des difficultés posées par la traduction des législations notifiées dans toutes les langues de travail de l'OMC, et des retards dans la présentation des notifications des Membres, la première réunion extraordinaire destinée à examiner les législations ne pourrait pas avoir lieu en liaison avec la première réunion ordinaire du Comité. Il était donc proposé dans le document WTO/AIR/78 qu'une réunion extraordinaire conjointe du présent Comité et du Comité des pratiques antidumping appelée à examiner les législations ait lieu pendant la semaine du 17 juillet 1995. Les législations de l'Australie, du Chili, de la Corée, des Etats-Unis, du Mexique et du Venezuela seraient examinées alors. Elles seraient distribuées aux Membres dans toutes les langues de travail de l'OMC le 16 juin 1995 au plus tard. Les Membres ont été invités à communiquer leurs questions écrites sur les législations considérées au Membre intéressé et au Secrétariat pour qu'elles soient distribuées au Comité, au plus tard deux semaines avant la date de la réunion.

16. Le Comité a adopté la proposition du Président.

17. Le Président a invité les délégations à faire part de leurs observations sur la forme des notifications reçues à ce jour et leur conformité avec la décision du Comité du 22 février ou leurs ambiguïtés.

18. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que de nombreux Membres avaient indiqué qu'ils avaient simplement incorporé l'Accord au droit interne. Il serait utile que ces Membres indiquent l'intitulé de la loi portant incorporation de l'Accord, son numéro, sa date, etc.

19. Le Président a noté que 52 Membres n'avaient pas présenté de notification au Comité. Si ces Membres ne disposaient d'aucune législation applicable aux enquêtes visées par l'Accord de l'OMC sur les subventions, il devrait leur être facile de le notifier. S'ils étaient dotés d'une telle législation, il était important que celle-ci soit notifiée. Les Membres qui n'avaient pas encore notifié leurs lois et/ou réglementations devaient le faire dans les moindres délais. La législation relative aux droits compensateurs n'était pas visée par l'Accord mais, si un Membre était doté d'une législation en la matière applicable aux enquêtes et réexamens visés par l'Accord de l'OMC sur les subventions, celle-ci devait être conforme aux prescriptions de l'Accord et notifiée au présent Comité.

20. Le Comité a pris note des déclarations.

G. Mode de présentation des rapports semestriels sur les décisions prises en matière de droits compensateurs (G/SCM/W/1)

21. Le Président a proposé que le Comité adopte le projet de mode de présentation de ces rapports exposé dans le document G/SCM/W/1 avec les modifications ci-après. Premièrement, le terme "enquêtes" utilisé au paragraphe 3 devrait être remplacé par le terme "affaires". Deuxièmement, au paragraphe 10, l'abréviation "CL" serait remplacée par "CF", et l'abréviation "AR" par "n.d."; ces modifications devraient être reportées dans le tableau. Troisièmement, au paragraphe 13, le renvoi à la note de bas de page 2 serait supprimé; il serait toutefois maintenu au paragraphe 17. Quatrièmement, au paragraphe 14, le terme "nouvelles" serait supprimé, étant entendu que ce paragraphe ne s'appliquait qu'aux affaires visées par l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Cinquièmement, au paragraphe 18, l'expression "ayant fait l'objet d'une révision" serait remplacée par le terme "annulées". Sixièmement, la colonne 13 de la page 4 serait supprimée.

22. Le représentant de l'Australie a rappelé que, dans son pays, si l'Administration des douanes rendait une constatation préliminaire négative, l'Autorité antidumping pouvait entreprendre un réexamen. Il ne s'agissait donc pas de constatations finales et l'Australie avait signalé dans ses notifications qu'elles étaient provisoires. Etant donné le mode de présentation établi, il n'était possible d'indiquer que ces constatations étaient provisoires qu'en les inscrivant dans la colonne "Mesures provisoires"; or, une constatation préliminaire négative n'était pas une mesure. C'est pourquoi l'Australie avait mentionné ce fait dans une note de bas de page.

23. Le Président a noté que le problème serait résolu en remplaçant le titre de la colonne 4 par "Mesures/déterminations provisoires".

24. Le Comité a adopté le mode de présentation modifié.¹

¹Le mode de présentation adopté par le Comité figure dans le document G/SCM/N/2 daté du 22 juin 1995.

H. Rapports semestriels sur les décisions prises en matière de droits compensateurs (G/SCM/N/4 et addenda)

25. Le Président a rappelé qu'une demande de rapports semestriels pour le deuxième semestre de 1994 avait été distribuée aux Membres le 30 janvier 1995. L'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, l'UE et le Venezuela avaient notifié des décisions conformément à cette demande. L'Autriche, la Colombie, la Corée, le Costa Rica, Cuba, l'Egypte, El Salvador, la Finlande, le Guatemala, le Honduras, Hong Kong, la Hongrie, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, Malte, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Thaïlande et la Turquie avaient fait savoir qu'ils n'avaient pris aucune décision pendant la période en question. Cinquante-quatre Membres n'avaient pas présenté leurs rapports semestriels. Comme par le passé, le Secrétariat distribuerait avant le 1er juillet un addendum au document G/SCM/N/4, qui contiendrait un aperçu des notifications présentées, ainsi que la liste des Membres qui n'avaient pas soumis de rapport semestriel. Ces notifications visaient les décisions prises entre le 1er juillet et le 31 décembre 1994 et, par définition, ne concernaient donc pas les enquêtes et réexamens effectués au titre de l'Accord de l'OMC sur les subventions. En fait, ces décisions étaient notifiées au Comité à des fins de transparence.

26. Le représentant du Mexique a noté que le Comité venait d'adopter un mode de présentation excluant des rapports semestriels les affaires qui n'étaient pas du ressort de l'OMC. A compter de quelle date ce nouveau mode de présentation était-il applicable? L'intervenant croyait comprendre que les mesures prises entre le 1er juin et le 31 décembre 1994 n'étaient pas visées par l'Accord de l'OMC et que, par conséquent, le premier rapport semestriel que devraient présenter les Membres qui n'étaient pas signataires de l'Accord sur les subventions du Tokyo Round couvrirait la période allant du 1er janvier au 30 juin 1995. Etait-ce exact?

27. Le représentant du Secrétariat a dit que le Comité venait de décider que le paragraphe 14 du mode de présentation ne s'appliquait qu'aux affaires visées par l'Accord de l'OMC sur les subventions. Cette décision ne remplaçait en aucun cas celle qu'il avait prise sur la recommandation du Groupe de contact informel et selon laquelle le premier rapport semestriel présenté par un Membre devait porter sur la période de six mois (juillet-décembre ou janvier-juin) précédant l'entrée en vigueur de l'Accord pour ce Membre.

I. Lignes directrices concernant les rapports sur les décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs (G/SCM/W/1)

28. Le Président a proposé que le Comité adopte les lignes directrices concernant les renseignements minimaux à fournir dans les rapports sur les décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs présentés au titre de l'article 25.11 de l'Accord, distribuées au Comité sous la cote G/SCM/W/1.

29. Le représentant de l'Australie a demandé confirmation du fait que ces lignes directrices ne prévoyaient pas la notification de renseignements confidentiels.

30. Le Président a confirmé ce fait.

31. Le Comité a adopté les lignes directrices.

32. Le représentant du Brésil a rappelé que sa délégation estimait que le mode de présentation suggéré concernant les renseignements minimaux devait être transformé en mode de présentation obligatoire. Sans vouloir insister, le Brésil demandait qu'il soit pris acte du fait que la transparence au sein du présent Comité serait grandement accrue si les Membres qui notifient leurs mesures préliminaires et finales

se conformaient à l'ordre prévu dans le mode de présentation suggéré des renseignements minimaux à fournir.

J. Décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs (G/SCM/N/5)

33. Le Président a dit qu'une liste des notifications relatives aux décisions préliminaires et finales en matière de droits compensateurs reçues par le Comité entre janvier et avril avait été distribuée sous la cote G/SCM/N/5. Ces notifications émanaient de l'Australie et des Etats-Unis. Depuis lors, d'autres notifications avaient été présentées par les Etats-Unis et l'UE. Un document inventoriant les notifications serait bientôt distribué. Le Président a rappelé aux Membres que, conformément à la décision du Comité du 22 février 1995, toutes les décisions préliminaires et finales prises après la date d'entrée en vigueur de l'Accord devaient être notifiées au Comité. Chaque Membre devait indiquer si, à son sens, la décision se rapportait à une enquête ou à un réexamen auxquels s'appliquaient les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, celles de l'Accord du Tokyo Round sur les subventions, ou celles de l'article VI du GATT de 1947.

K. Notifications de subventions (G/SCM/N/3 et addenda)

34. Le Président a rappelé qu'une demande de notification des subventions au titre de l'article 25 avait été distribuée aux Membres le 30 janvier 1995 sous la cote G/SCM/N/3. Ces notifications devaient être présentées avant le 30 juin 1995. A ce jour, le Canada et Hong Kong avaient présenté des notifications. Un Groupe de travail était en train d'élaborer un nouveau questionnaire; toutefois, la date du 30 juin était imposée par l'Accord lui-même et, tant que le nouveau questionnaire n'était pas établi, les Membres étaient tenus de présenter leurs notifications conformément au modèle de questionnaire existant, tout en tenant compte des prescriptions de l'article 25 de l'Accord.

35. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que les autorités américaines étaient en train de réunir et d'examiner les renseignements qu'elles devraient fournir pour se conformer tout à la fois aux prescriptions de l'article XVI du GATT et à celles de l'article 25 du nouvel Accord. Malheureusement, les Etats-Unis n'avaient pas toujours respecté leur obligation de notification au titre de l'article XVI ces dernières années, et ils estimaient qu'il serait opportun qu'eux-mêmes et les autres Membres qui se trouvaient dans le même cas renouvellent leur engagement visant à faire de la procédure de notification une procédure efficace.

36. Le Comité a pris note des déclarations.

L. Procédures d'arbitrage (G/SCM/W/5)

37. Le Président a déclaré qu'un Groupe informel avait terminé ses travaux sur les procédures d'arbitrage liées à l'examen des notifications concernant les subventions de la catégorie verte. Un document préparé par le Groupe avait été distribué au Comité sous la cote G/SCM/W/5. Le Groupe était parvenu à un consensus sur la majeure partie du texte. Pour ce qui était des points restants, à savoir certains problèmes d'énoncé des paragraphes 17, 19 et 32, le Président avait présenté des textes sous sa propre responsabilité. Ces textes reflétaient l'équilibre le plus juste possible entre les opinions divergentes exprimées au sein du Groupe sur les dispositions en cause. S'agissant du paragraphe 17, le texte du Président avait pour seul but de garantir que toutes les questions qui pourraient être soulevées dans le cadre de l'examen par le Comité d'un programme notifié, sur la base des renseignements disponibles à ce moment-là, le soient effectivement, de façon à rendre la procédure d'examen par le Comité aussi efficace que possible. Plus précisément, le texte prévoyait qu'un Membre pourrait être privé de la possibilité de soulever une question au cours de l'arbitrage s'il avait, intentionnellement ou par pure négligence, omis de la soulever devant le Comité. Un mécanisme de ce type était nécessaire car, sans cela, la procédure d'examen par le Comité perdrait beaucoup de son intérêt et l'organe

d'arbitrage risquerait de devenir *de facto* le seul organe chargé de l'examen des programmes notifiés au titre de l'article 8.

38. Des préoccupations avaient été exprimées concernant le fait que les délais prévus dans l'Accord pour l'examen par le Comité des programmes notifiés étaient plutôt courts et que, associés au paragraphe 17 du document, ils pourraient empêcher que des questions importantes soient examinées soit par le Comité en premier lieu, soit par la suite par l'organe d'arbitrage. Plus précisément, l'article 8.4 disposait que l'examen d'un programme notifié devait être achevé au plus tard à la première réunion ordinaire du Comité suivant la notification d'un programme de subventions, sous réserve qu'au moins deux mois se soient écoulés entre la notification et la réunion ordinaire du Comité. Le Président reconnaissait qu'un délai aussi court pour l'examen par le Comité risquait de poser un problème et avait, par conséquent, engagé des consultations informelles en vue de trouver une solution. Compte tenu du résultat de ces consultations il envisageait que, lorsque l'examen d'un programme notifié ne pourrait être achevé dans le cadre d'une réunion ordinaire du Comité, la réunion soit ajournée et reprenne à une date légèrement postérieure si nécessaire. Il ne serait pas officiellement mis fin à la réunion tant que l'examen du programme ne serait pas terminé. Une telle approche offrait l'équilibre nécessaire pour garantir aux Membres l'entière possibilité de soulever toutes les questions pertinentes pour lesquelles des renseignements étaient disponibles au cours de l'examen par le Comité.

39. Le Président a souligné que, selon lui, il était dans l'intérêt de chaque Membre que l'on mette en place un ensemble de procédures convenues pour l'arbitrage au titre de l'article 8.5 avant que des programmes soient notifiés, faute de quoi, tout arbitrage éventuel devrait se faire sur une base *ad hoc*. Le processus d'adoption de telles procédures pourrait être très long, voire ne pas aboutir. De plus, l'élaboration de procédures *ad hoc* dans le contexte de l'examen effectif d'un programme serait soumise à des pressions politiques multiples et serait totalement imprévisible. Dans ces conditions, plus le Comité tardait à adopter les procédures d'arbitrage, plus les intérêts de tous les Membres risquaient d'en pâtir.

40. Le représentant du Japon a appuyé l'adoption du document, qui établissait un bon équilibre entre la transparence et la stabilité du système. Ce document n'était peut-être pas parfait, mais il fallait faire quelque chose. Il pourrait être modifié plus tard si des problèmes se posaient au stade de la mise en oeuvre.

41. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que plusieurs paragraphes traitant de questions de fond n'avaient pas fait l'objet d'un consensus. S'agissant du plus important, le paragraphe 17, les Etats-Unis ne pouvaient accepter le texte entre crochets, qui limiterait le droit des Membres de recourir aux procédures d'arbitrage pour examiner une notification relative à une subvention de la catégorie verte. Une subvention relevait de la catégorie verte dès lors qu'elle était notifiée; par conséquent, le recours à l'arbitrage était le seul moyen de faire examiner à nouveau une notification si le Comité n'était pas en mesure de parvenir à un accord. Les Etats-Unis ne pouvaient accepter des procédures établissant des règles de fond qui ne faisaient pas partie de l'Accord négocié. Ils craignaient que le paragraphe 17 ne s'ajoute aux dispositions de fond de l'Accord, et qu'une telle approche ne détourne les organes d'arbitrage de l'objectif légitime de leurs travaux.

42. Etant donné l'importance fondamentale qu'elle revêtait, les Etats-Unis déploraient que le Président ait pris position sur cette question qui faisait, pour l'essentiel, l'objet d'un désaccord entre les Membres. En outre, les Etats-Unis ne partageaient pas l'avis du Président selon lequel la procédure d'examen du Comité deviendrait pratiquement inefficace sans le texte placé entre crochets au paragraphe 17. Il existait dans les règles d'autres modalités de contrôle et d'équilibre qui permettraient de garantir une procédure extrêmement efficace.

43. Outre le paragraphe 17, il semblait que d'autres paragraphes, au sujet desquels les Etats-Unis avaient fait part de leurs réserves au Président, demandaient à être retravaillés. Il s'agissait, entre autres, des paragraphes 19, 27 et 34.

44. Les Etats-Unis reconnaissaient que ces règles étaient essentielles pour le bon fonctionnement de l'article 8. Ils étaient ouverts à toute proposition visant à gommer les divergences qui persistaient à leur sujet, mais ils ne pouvaient accepter des règles qui compromettraient les droits négociés des Membres. A supposer qu'à un certain moment, les Membres puissent venir à bout de leur désaccord sur ces questions fondamentales, il faudrait peut-être encore rendre les règles compatibles avec le Mémoire d'accord sur le règlement des différends et effectuer un examen juridique afin de disposer d'un texte parfaitement au point.

45. Le Président a déclaré qu'il n'avait pas tenté de prendre position à propos du paragraphe 17. Il avait simplement essayé de trouver un juste équilibre entre des opinions divergentes sur la question.

46. Le représentant de l'UE a déclaré que le document à l'examen ne permettait pas de savoir avec assez de certitude, sur le plan juridique, à quel moment recourir à l'arbitrage et à quelle instance s'adresser. En revanche, il garantissait la transparence, et il était capital de disposer d'un ensemble de lignes directrices sur la base desquelles agir dès réception des notifications de subventions. L'UE ne partageait pas le point de vue de la délégation des Etats-Unis selon laquelle le document restreignait les droits des Membres, et en appuyait donc l'adoption.

47. Le représentant de l'Australie estimait, comme les Etats-Unis, que ces procédures ne pouvaient pas avoir pour effet de circonscrire, de limiter, d'interpréter ou de modifier les droits et obligations des Membres au regard de l'Accord. Certes, ce document devait être relativement détaillé afin de faciliter l'arbitrage, mais un problème semblait s'être posé du fait que le programme était trop ambitieux par rapport au texte de l'Accord. Le rôle du Comité au titre de l'Accord était délimité par l'article 8. Il n'incombait pas au présent Comité d'interpréter, de modifier ou d'imposer aux Membres des obligations de fond qui allaient au-delà du texte de l'Accord. L'intervenant se demandait si les préoccupations concernant la certitude juridique et le nombre d'affaires faisant l'objet d'une demande d'arbitrage qui pourraient théoriquement être examinées, se concrétiseraient. Qu'il soit en théorie possible de soumettre plusieurs fois une question à l'arbitrage ne signifiait pas que la chose avait de fortes chances de se produire. La nécessité d'interpréter l'Accord aussi en détail à ce stade n'apparaissait pas clairement. S'il devenait évident par la suite que le système ne pouvait fonctionner en raison de contraintes liées aux ressources, il faudrait aborder le problème à ce moment-là.

48. Le représentant de Hong Kong reconnaissait que le document n'était pas parfait, mais il pensait que, dans l'ensemble, il s'agissait d'un bon compromis. Il était regrettable qu'il n'ait pas encore fait l'objet d'un consensus. Le Comité ne pouvait pas imposer un consensus, mais il était très important qu'une procédure soit mise en place dans le cadre de cet article fondamental.

49. La représentante de la Nouvelle-Zélande a fait savoir que sa délégation était disposée à poursuivre les travaux avec les autres délégations afin de résoudre les problèmes en suspens et de parvenir à un accord sur un texte.

50. Le Président a déclaré que les discussions informelles au sujet de ce document avaient été closes à la fin du mois de mars. Les délégations avaient eu depuis un certain nombre de semaines pour tenir des consultations sur les points qui ne les satisfaisaient pas entièrement. Il n'y avait pas eu beaucoup de signes d'une telle activité. Le Président n'organiserait pas de nouvelles réunions de négociation, mais il invitait les parties qui avaient participé de manière constructive aux discussions informelles à se rencontrer pour tenter de résoudre les problèmes en suspens.

51. Le Comité a pris note des déclarations.

M. Groupe de travail des notifications relatives aux subventions

52. Le Président a rappelé que le Comité avait établi un Groupe de travail chargé d'examiner la teneur et la présentation du questionnaire relatif aux subventions. Le Comité était en outre convenu que le Groupe de travail étudierait la question des mises à jour des notifications au titre de l'article 8.3. A la demande du Groupe de travail, le Secrétariat avait préparé des modèles de présentation pour ces deux types de notifications, qui avaient été distribués aux Membres sous les cotes G/SCM/W/6 et G/SCM/W/7.

53. Le représentant des Etats-Unis a rappelé qu'un Groupe de travail examinait déjà la question de la rationalisation des notifications. Le Comité devrait prendre note des travaux effectués par cet organe et faire en sorte qu'il y ait, dans la mesure du possible, coordination entre ces notifications et celles présentées au Comité de l'agriculture afin d'éviter un chevauchement inutile des travaux des deux Comités.

54. Le représentant de l'Australie a déclaré que l'existence des prescriptions distinctes en matière de notification au titre de l'Accord sur les subventions et de l'Accord sur l'agriculture ne constituait pas un chevauchement inutile. L'Accord sur les subventions prévoyait la présentation de certaines notifications et ces obligations devaient être respectées. L'Accord sur l'agriculture comportait des prescriptions en matière de notification qui devaient, elles aussi, être respectées. La nature des notifications était quelque peu différente.

55. Le représentant de l'UE partageait l'avis des Etats-Unis selon lequel le Comité devrait se tenir informé des travaux du Groupe de travail en vue d'éviter tout risque de chevauchement.

56. La représentante de la Nouvelle-Zélande a déclaré qu'il existait des obligations de notification précises dans chaque Accord. La nature de ces notifications était légèrement différente dans les deux cas, et le contexte l'était nettement.

57. Le représentant du Japon a dit qu'un cadre était maintenant établi pour les discussions relatives au chevauchement horizontal, lesquelles se déroulaient sous la présidence de M. Shoyer (Etats-Unis). A ce propos, des problèmes semblables à celui du chevauchement des prescriptions en matière de notification de l'Accord sur les subventions et de l'Accord sur l'agriculture pourraient se poser dans d'autres domaines, comme les procédures de licence.

58. Le représentant de l'Argentine partageait l'avis de la délégation de la Nouvelle-Zélande. La question du chevauchement horizontal pourrait faire l'objet de discussions au sein du Groupe de travail et le Président du Comité des subventions et celui du Comité de l'agriculture pourraient tenir des consultations en vue de trouver des solutions pratiques; mais les obligations de notification demeuraient et les Membres devaient les respecter.

59. Le représentant du Mexique a déclaré que, quelle que puisse être sa forme, la coordination horizontale en matière de notification ne pourrait jamais modifier les obligations des Membres au regard des divers Accords de l'OMC.

60. Le représentant de l'Uruguay a dit que, même si les notifications au titre de l'Accord sur les subventions et de l'Accord sur l'agriculture concernaient toutes des subventions, elles ne se chevauchaient pas forcément. L'approche et les objectifs pouvaient être différents et elles pouvaient porter sur des domaines qui n'étaient pas identiques.

61. Le Président a déclaré que les Membres s'étaient imposé la présentation de nombreuses notifications, et qu'ils devraient se conformer à ces obligations. Par ailleurs, les Ministres avaient décidé à la réunion de Marrakech que l'OMC devrait s'acquitter des obligations correspondantes d'une manière aussi pragmatique, transparente et rationnelle que possible. Le Groupe de travail présidé par M. Shoyer avait tenu sa première réunion et apprécierait que les délégations et le présent Comité se manifestent quand il examinerait leur domaine de travail.

62. Le Comité a pris note des déclarations.

N. Groupe d'experts permanent (article 24.3)

63. Le Président a rappelé que le Comité devait établir le Groupe d'experts permanent et en élire les Membres. Le Comité l'avait autorisé à mener des consultations informelles sur la question. Après un examen attentif, le Président proposait au Comité un projet de décision dont le texte était disponible dans la salle de réunion.

64. Le Président a noté que l'Accord assignait trois tâches au GEP: aider un groupe spécial, en vertu de l'article 4, pour ce qui est de savoir si une mesure était une subvention prohibée; fournir, à la demande du Comité, un avis consultatif sur l'existence et la nature d'une subvention; et donner un avis consultatif confidentiel à un Membre concernant la nature de toute subvention que le Membre en question se proposait de mettre en place ou maintenait. Il était peu probable que le GEP soit souvent appelé à aider un groupe spécial, étant donné que cela aurait pour effet de réduire considérablement le rôle dudit groupe spécial dans la plupart des cas. Il était possible que le Comité sollicite un avis consultatif; toutefois, il était probable que le GEP serait plutôt appelé à donner des avis confidentiels aux Membres. En d'autres termes, la fonction première du groupe d'experts serait d'aider les Membres, et plus particulièrement les pays en développement Membres et les Membres en voie de transformation en une économie de marché, en leur fournissant des avis techniques de qualité. Le GEP était donc avant tout un groupe d'experts techniques et non un organe politique ou un organe de règlement des différends. Il était important qu'il soit établi aussi rapidement que possible, pour la raison suivante: en ce moment même, de nombreux Membres cherchaient à comprendre leurs nouvelles obligations, et à les respecter. Ces Membres méritaient les meilleurs conseils techniques que le GEP pouvait leur donner.

65. Le Président a relevé que, dans le projet de décision, les conditions d'emploi se présentaient sous la forme d'une recommandation adressée au Comité du budget, le présent Comité n'étant pas autorisé à statuer sur les questions financières. Il était inhabituel pour le Comité de formuler ce type de recommandation, mais il s'agissait d'un cas exceptionnel puisque le Comité était chargé par l'Accord lui-même d'établir le GEP. Le projet de décision ne résolvait pas tous les éventuels problèmes concernant le GEP mais s'attachait plutôt à régler ceux qui devaient l'être pour permettre la poursuite du processus d'établissement du GEP et de désignation de ses membres. Si le Comité adoptait ce projet de décision, le Président continuerait à tenir des consultations informelles sur les questions en suspens, y compris la nature des lignes directrices que le Comité indiquerait au GEP au sujet du règlement intérieur.

66. Le Comité a adopté la décision proposée par le Président.²

67. Le représentant des Etats-Unis a suggéré que le Président fasse savoir au Président du Comité du budget qu'il était urgent que celui-ci s'attaque rapidement à la question de la rétribution des membres du GEP et débloque des fonds à cet effet.

²Le texte de la décision est reproduit dans le document G/SCM/4, daté du 22 juin 1995.

68. Le représentant de la Suisse a fait remarquer que le projet de décision était daté du 12 juin et que le Comité ne devait pas prendre l'habitude d'examiner des documents qui venaient d'être soumis aux délégations.

69. Le Président a répondu qu'il avait été pris bonne note de la déclaration de la Suisse. Au cours des consultations informelles à propos de cette question, il était apparu urgent de faire avancer les choses au sujet de cette décision. Il s'agissait là d'une situation exceptionnelle. Pour ce qui était des observations du représentant des Etats-Unis, le Président a déclaré qu'il prendrait contact avec le Président du Comité du budget dès que possible.

O. Arrangement concernant le calcul des subventions au titre de l'annexe IV

70. Le Président a déclaré que le Comité l'avait autorisé à mener des consultations informelles au sujet des mesures qui devraient être prises à cet égard. Compte tenu de ces consultations, il proposait que le Comité établisse un Groupe d'experts informel. Ce Groupe pourrait être composé d'experts désignés par les Membres et par les pays admis à devenir Membres originels de l'OMC. Ces experts feraient partie du Groupe à titre personnel et non en qualité de représentant d'un gouvernement. Cela les laisserait libres de débattre des questions techniques sans engager leur gouvernement sur des positions particulières. Ils devraient avoir une connaissance approfondie des méthodes de calcul des subventions et être en mesure de prendre une part active, tant verbalement que par écrit, aux travaux du Groupe informel. Le Groupe aurait un rôle purement technique. Il serait doté du mandat suivant:

"Examiner les points qui ne sont pas spécifiés dans l'annexe IV de l'Accord ou qui appellent de plus amples éclaircissements aux fins du paragraphe 1 a) de l'article 6, et présenter au Comité les recommandations dont le Groupe considérera qu'elles pourraient aider le Comité à élaborer un arrangement entre les Membres, selon qu'il sera nécessaire, au sujet de ces points."

Ce mandat suivait d' aussi près que possible la note 62 de l'annexe IV et laissait au Groupe toute latitude pour examiner les questions liées à l'annexe IV et à l'article 6.1 a) qui, selon lui, méritaient d'être explicitées; en même temps, il indiquait clairement que le pouvoir de décision appartenait en dernier ressort au Comité. Le Groupe pourrait être présidé par le Vice-Président du Comité, M. Victor Do Prado (Brésil).

71. Le représentant de l'Australie a déclaré que les qualifications requises des membres du Groupe d'experts qui se réunissait dans le cadre du Comité du Tokyo Round n'étaient pas aussi limitatives que pour ce Groupe. Il serait préoccupant qu'un groupe de personnes relativement restreint présente des recommandations que le Comité serait appelé à adopter sans en débattre.

72. Le Président a dit qu'il ne s'agissait pas d'imposer des qualifications très restrictives mais de choisir les personnes les plus compétentes pour accomplir le travail qui les attendait, à savoir parvenir à un arrangement concernant le calcul du seuil de 5 pour cent aux fins de l'annexe IV. Le Groupe accomplirait son travail et ferait rapport au Comité. Celui-ci examinerait les recommandations et l'on ne chercherait pas à couper court à tout débat si les délégations estimaient qu'un débat était nécessaire et souhaitable.

73. Le représentant du Venezuela a demandé si des experts de tous les Membres intéressés pourraient faire partie de ce Groupe.

74. Le Président a expliqué qu'il appartiendrait à chaque gouvernement, et à lui seul, de décider qui il souhaitait envoyer comme expert. Le projet de décision indiquerait les qualifications souhaitables mais les gouvernements seraient entièrement libres de leur choix. Deuxièmement, le nombre de membres du Groupe ne serait pas limité. Il pourrait être souhaitable que ce nombre ne soit pas trop élevé, mais

la décision n'empêcherait en aucun cas les Membres qui le désireraient de détacher un expert pour participer aux travaux du Groupe.

75. Le Comité en a ainsi décidé.³

P. Proposition de mise en distribution générale des notifications

76. Le Président a rappelé que le Comité l'avait autorisé à tenir des consultations sur le point de savoir si certaines notifications devaient être mises en distribution générale. Il était ressorti de ces consultations que la plupart des Membres estimaient que, même si les consultations informelles concernant les nouvelles notifications qui pourraient être mises en distribution générale pouvaient se poursuivre, toute décision finale du Comité devrait être ajournée tant que les questions horizontales plus importantes n'auraient pas été réglées.

77. Le représentant des Etats-Unis appuyait les travaux du Groupe chargé des questions horizontales mais souhaitait mettre en avant deux questions inscrites au programme du présent Comité et auxquelles les Etats-Unis attachaient une extrême importance. S'agissant des rapports semestriels, les renseignements qu'ils contenaient n'étaient pas d'une nature particulièrement sensible et seraient extrêmement utiles pour d'autres particuliers et organismes extérieurs au présent Comité. En outre, pour ce qui était des notifications de subventions au titre de l'article 8, une note de bas de page de l'Accord indiquait explicitement qu'aucun Membre n'était tenu de fournir des renseignements commerciaux de nature exclusive ou confidentiels. Il était important pour la crédibilité du présent Comité, et la crédibilité de l'OMC en général, que les notifications soient, dans toute la mesure du possible, mises en distribution générale.

78. Le représentant du Japon a déclaré que le Comité devrait attendre les résultats des discussions portant sur les questions horizontales avant de prendre une décision sur ce sujet.

79. Le Comité a pris note des déclarations.

Q. Date de la réunion ordinaire suivante

80. La réunion ordinaire suivante du Comité se tiendrait dans la semaine du 30 octobre 1995.

³La décision du Comité est reproduite dans le document G/SCM/5, daté du 22 juin 1995.